

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1522

[2009/201871]

16 AVRIL 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dans le domaine de l'action sociale et de la santé

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, notamment les articles 36 à 137;

Vu l'article 10 du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'article 4 du décret du 29 mars 1993 relatif à l'agrément et au subventionnement des associations de santé intégrée;

Vu l'article 11bis, § 2, du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'article 14, alinéa 2, du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu les articles 9, 25 et 31 du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale;

Vu les articles 10 et 13 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu les articles 4, § 2, et 6 du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées;

Vu les articles 24 et 31 du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

Vu l'article 10 du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables;

Vu l'article 5 du décret du 13 juin 2002 relatif à l'organisation des établissements de soins;

Vu les articles 9 et 15, § 1^{er}, du décret du 17 juillet 2003 relatif à l'insertion sociale;

Vu l'article 8 du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes;

Vu les articles 13 et 14 du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales;

Vu les articles 8 et 15 du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'arrêté du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 2008;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 20 mars 1991 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 et 22 janvier 2004;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, modifié par les arrêtés de l'Exécutif de la Communauté française du 24 décembre 1990 et 13 juillet 1992 et par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 avril 1995, du 25 avril 1996, du 23 juillet 1998, du 17 décembre 1998, du 8 avril 2000, du 19 juillet 2001, du 13 décembre 2001, du 29 janvier 2004, du 22 avril 2004, du 15 avril 2005, du 9 mars 2006, du 13 juillet 2006, du 24 mai 2007, du 22 novembre 2007 et du 26 juin 2008;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 novembre 2000;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 23 mai 2001 et du 22 avril 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 22 avril 2004, du 28 septembre 2006, du 1^{er} mars et du 21 juin 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 28 septembre 2006, du 1^{er} mars et du 21 juin 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 17 avril 1997, du 4 octobre 2001, du 13 décembre 2001 et 22 janvier 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, modifié par les arrêtés des 6 mai 1999, 13 janvier 2000, 18 juillet 2000, 11 janvier 2001, 22 mars 2001, 13 décembre 2001, 7 mars 2002, 4 juillet 2002, 2 septembre 2002, 22 mai 2003, 15 janvier 2004, 28 juillet 2004, du 22 décembre 2005, du 7 juillet 2006, du 22 mai et 27 novembre 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 22 octobre 1998, du 22 février, du 11 octobre, du 8 novembre et du 13 décembre 2001, du 9 octobre 2003 et du 23 décembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 2 mai 2002, du 22 avril 2004, du 22 novembre 2007 et 5 février 2009;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juin 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2004;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 avril 2008;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres";

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 décembre 2008;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 12 décembre 2008;

Vu les avis remis par le Conseil économique et social de la Région wallonne, le Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et de services à domicile, la Commission consultative wallonne des services "Espaces-Rencontres", la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables, le Comité d'accompagnement des Centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale, le Comité d'accompagnement des Centres de planning et de consultation familiale et conjugale, le Comité d'accompagnement des Centres de télé-accueil, le Conseil régional des Services de santé mentale, le Conseil wallon des établissements de soins, le Conseil wallon du troisième âge, la Commission consultative en matière d'assuétudes, le Conseil consultatif wallon des personnes handicapées, la Commission d'agrément des associations de santé intégrée et la Commission d'agrément et d'avis des centres d'accueil pour adultes;

Vu la demande d'avis adressée le 12 décembre 2008 au Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées en application de l'article 35 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Considérant l'absence d'avis donné au terme du délai prévu;

Vu l'article 35 du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées;

Vu l'avis n° 49.110/4 du Conseil d'Etat, donné le 3 avril 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1^o décret : le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution;

2^o Conseil : le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé visé à l'article 37 du décret;

3^o Ministre : le Ministre qui a l'Action sociale et la Santé dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *De la composition des Commissions permanentes*

Section 1^{re}. — De la composition de la Commission wallonne de la santé

Art. 3. En application des articles 46 et 54 du décret, les 25 membres de la Commission wallonne de la santé sont répartis de la façon suivante :

1^o trois représentants actifs en matière de santé mentale, représentant les pouvoirs organisateurs des services de santé mentale et les médecins psychiatres des services de santé mentale, répartis équitablement entre les différents secteurs conformément à l'article 46, 2^o, du décret;

2^o deux représentants impliqués dans l'accueil, l'aide ou le suivi ambulatoire et/ou résidentiel des personnes souffrant d'assuétudes, dont un proposé par une fédération;

3^o un représentant d'un Relais santé actif sur le territoire de la Région wallonne;

4^o un représentant des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;

5^o deux représentants des associations de santé intégrée;

6^o trois représentants des centres de coordination de soins et services à domicile, répartis équitablement entre les différents secteurs conformément à l'article 46, 2^o, du décret;

7° dix personnes représentant les établissements de soins visés par la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, en veillant notamment à ce que soit assurée une représentation équilibrée des secteurs visés par les articles 2, 3, 6, 10 et 170, à l'exception des maisons de repos et de soins et des centres de soins de jour, de la loi susvisée (hôpitaux, hôpitaux psychiatriques, habitations protégées, plates-formes psychiatriques et de soins palliatifs, services intégrés de soins à domicile, maisons de soins psychiatriques);

8° deux personnes représentant les bénéficiaires des services visés par la présente commission, proposées par les organisations mutuellistes;

9° un représentant des organisations représentatives des travailleurs.

Section 2. — De la composition de la Commission wallonne de la famille

Art. 4. En application des articles 46 et 56 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne de la famille sont répartis de la façon suivante :

1° trois représentants actifs en matière d'Espaces-Rencontres";

2° quatre représentants actifs en matière de planning et de consultation familiale et conjugale, présentés par les fédérations de centres visées à l'article 33 décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

3° cinq représentants actifs en matière d'aide aux familles et aux personnes âgées répartis de la façon suivante :

a) trois représentants du secteur privé;

b) deux représentants du secteur public;

4° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs;

5° un représentant des bénéficiaires des services et institutions visés aux 1° à 3°, proposé par une fédération ou association représentative des bénéficiaires.

Section 3. — De la composition de la Commission wallonne de l'action sociale

Art. 5. En application des articles 46 et 58 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne de l'action sociale sont répartis de la façon suivante :

1° deux représentants des maisons d'accueil, choisis sur présentation des fédérations représentatives de ce secteur;

2° deux personnes choisies en raison de leur compétence particulière en matière d'insertion sociale, répartis de la façon suivante :

— un travailleur social de C.P.A.S.,

— un travailleur social du secteur associatif;

3° deux personnes proposées par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de l'Association des Provinces wallonnes, dont un représentant de la fédération des C.P.A.S.;

4° deux représentants des centres de service social, dont un émane d'une union nationale ou d'une fédération mutuelliste;

5° deux coordinateurs des relais sociaux répartis de la façon suivante :

a) un coordinateur d'un relais social situé dans une ville de plus de 150 000 habitants;

b) un coordinateur d'un relais social situé dans une ville de moins de 150 000 habitants;

6° un représentant des associations représentatives des personnes les plus défavorisées, proposé par le réseau wallon de lutte contre la pauvreté;

7° deux représentants des services agréés d'aide sociale aux justiciables;

8° un représentant d'un centre de référence agréé ou d'un service de médiation de dettes agréé ou de l'Observatoire du Crédit et de l'Endettement;

9° un représentant des organisations représentatives des travailleurs.

Section 4. — De la composition de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Art. 6. En application des articles 46 et 60 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère sont répartis de la façon suivante :

1° six membres d'associations subventionnées par la Région wallonne depuis au moins trois ans au jour de la désignation de leur représentant, dont :

a) trois représentants issus des Comités d'accompagnement des plans locaux d'intégration, proposés par ces derniers;

b) trois représentants issus d'initiatives locales.

2° quatre représentants des interlocuteurs sociaux wallons désignés par le Conseil économique et social de la Région wallonne, dont deux représentants des organisations des travailleurs du secteur;

3° deux personnes proposées par le Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, sur proposition de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de l'Association des Provinces wallonnes, dont un représentant de la fédération des C.P.A.S.;

4° deux représentants des Centres régionaux d'intégration;

5° un membre choisi, sur proposition du Ministre ayant la Politique d'Intégration des Personnes étrangères ou d'Origine étrangère dans ses attributions, en raison de ses compétences, notamment scientifiques, dans ce domaine;

En ce qui concerne la désignation des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, le Gouvernement veille à assurer une diversité de représentation des publics concernés, en tenant compte des paramètres suivants :

1° le statut administratif des publics;

2° la présence de nouveaux migrants;

3° les actions d'intégration développées;

4° la couverture territoriale de la Région wallonne.

Section 5. — De la composition de la Commission wallonne des personnes handicapées

Art. 7. En application des articles 46 et 62 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne des personnes handicapées sont répartis de la façon suivante :

1° huit membres désignés parmi les associations reconnues comme représentatives des personnes handicapées et de leur famille;

2° trois membres choisis, sur proposition du Ministre ayant la Politique des Personnes handicapées dans ses attributions, en raison de leurs compétences, notamment scientifiques, dans le domaine de l'Intégration des Personnes handicapées;

3° deux représentants des gestionnaires de services pour personnes en situation de handicap;

4° deux représentants des organisations représentatives des travailleurs.

Section 6. — De la composition de la Commission wallonne des aînés

Art. 8. En application des articles 46 et 64 du décret, les 15 membres de la Commission wallonne des aînés sont répartis de la façon suivante :

1° six membres, répartis équitablement entre les différents secteurs conformément à l'article 46, 2° du décret, choisis en raison de leur connaissance de la politique du troisième âge ou de leur action sociale, médicale ou culturelle en faveur des personnes âgées, dont, à l'exclusion de tout gestionnaire ou directeur d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour :

a) un représente une organisation de défense des intérêts des résidents;

b) deux représentent les organisations représentatives des travailleurs du secteur;

c) un représente les centres de coordination de soins et services à domicile.

2° trois membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des personnes âgées;

3° deux membres choisis sur des listes doubles présentées par les organisations mutuellistes;

4° quatre représentants des gestionnaires de maisons de repos, de résidences-services et de centres d'accueil de jour et des directeurs de ceux-ci choisis sur des listes doubles présentées par les organisations représentatives des gestionnaires ou des directeurs de maisons de repos, répartis équitablement entre les différents secteurs.

CHAPITRE III. — *Disposition transversales**Section 1^{re}. — Des jetons de présence*

Art. 9. La participation aux séances du conseil, aux séances des commissions permanentes visées à l'article 37 du décret ou aux séances de la commission d'avis sur les recours visée à l'article 65, § 2, du décret donne droit à un jeton de présence dont le montant est fixé comme suit :

1° président du conseil et les présidents des commissions, lorsque ces derniers exercent leur mandat de président et non, le cas échéant, celui de membre du conseil : 50 euros;

2° vice-président du conseil et des commissions, lorsque ces derniers exercent leur mandat de vice-président et non, le cas échéant, celui de membre du conseil : 30 euros;

3° autres membres à l'exception des membres siégeant avec voix consultative, ainsi que les présidents ou vice-présidents dans le cadre de leur mandat de membre du conseil : 25 euros.

Section 2. — Du secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours

Art. 10. Le secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours est organisé par la Direction générale opérationnelle 5 Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie.

Section 3. — Du suivi des plaintes

Art. 11. En application de l'article 76, § 5, du décret, la Direction générale opérationnelle 5 : Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie ainsi que l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées transmettent, pour le 30 avril au plus tard, au secrétariat du Conseil wallon de l'action sociale et de la Santé, des Commissions permanentes et de la Commission d'avis sur les recours les rapports relatifs aux plaintes de l'année civile précédente.

Chaque commission permanente remet un avis en ce qui concerne les plaintes relevant de ses compétences.

Le Conseil wallon de l'action sociale et de la santé analyse l'ensemble des avis des commissions permanentes et remet un avis global sur les plaintes traitées durant l'année civile précédente.

CHAPITRE IV. — *Dispositions modifiant les dispositions réglementaires actuelles*

Section 1^{re}. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique

Art. 12. L'article 2bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de télé-accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004, est abrogé.

Section 2. — Modification de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services

Art. 13. L'article 20bis de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 16 décembre 1988 réglant l'agrément des services d'aide aux familles et aux personnes âgées et l'octroi de subventions à ces services, tel qu'inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004, est abrogé.

Section 3. — Modifications de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile

Art. 14. Le chapitre 1^{er} de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et de services à domicile, composé des articles 1^{er} à 6, est abrogé.

Art. 15. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. La Direction générale opérationnelle 5 : Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé du Service public de Wallonie, Département de la Santé et des infrastructures médico-sociales procède à l'inspection du Centre qui a introduit une demande d'agrément, instruit ladite demande et transmet une proposition de décision au Ministre qui a la Santé dans ses attributions. »

Art. 16. L'article 9 du même arrêté est abrogé.

Art. 17. L'article 11 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 11. Après avis motivé de la Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, le Gouvernement peut retirer l'agrément lorsque le Centre ne satisfait plus aux dispositions du décret du 19 juin 1989 organisant les Centres de coordination de soins et de services à domicile. »

Section 4. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations

Art. 18. Le 3^o de l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 mai 1999 relatif à l'agrément et à l'évaluation des associations de santé intégrée ainsi qu'aux subventions octroyées à ces associations est remplacé par la disposition suivante :

« 3^o la Commission : la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution; »

Art. 19. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 4, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans les deux mois de la réception de la demande, l'administration établit un rapport sur le dossier. Ce délai est porté à quatre mois pour une première demande d'agrément et ne prend cours qu'au jour où l'administration est en possession du dossier complet.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 20. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. Les décisions de refus, de retrait ou de renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 21. Le Chapitre III du même arrêté, composé des articles 10 à 14, est abrogé.

Section 5. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes

Art. 22. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} mars 2007 portant exécution du décret du 7 juillet 1994 concernant l'agrément des institutions pratiquant la médiation de dettes est abrogé.

Art. 23. L'article 27 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 27. L'agrément peut être retiré pour cause d'inobservation du décret ou du présent arrêté. »

Art. 24. L'article 32 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 32. La demande de reconnaissance est adressée par pli recommandé au Ministre lequel statue dans les deux mois. La reconnaissance est accordée pour une période indéterminée.

En cas de non-accomplissement des missions dévolues par le décret ou des conditions visées à l'article 31, la reconnaissance peut être retirée. »

Section 6. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées

Art. 25. Le Chapitre IV de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 fixant le montant des indemnités, des jetons de présence, des frais de parcours et autres frais accordés en vertu du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, composé des articles 6 et 7, est abrogé.

Section 7. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées

Art. 26. Le Chapitre X de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 1996 portant exécution du décret du 6 avril 1995 relatif à l'intégration des personnes handicapées, composé des articles 59 à 62, est abrogé.

Section 8. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

Art. 27. Le Chapitre II du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière, composé des articles 24 à 27, est abrogé.

Art. 28. Le Titre VI du même arrêté, composé de l'article 56, est abrogé.

Section 9. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés

Art. 29. Le Chapitre III du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 septembre 2002 relatif à l'aide à l'intégration des jeunes handicapés, composé des articles 37 à 40, est abrogé.

Art. 30. Le Titre VII du même arrêté, composé de l'article 84, est abrogé.

Section 10. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées

Art. 31. Le Chapitre IV du Titre III de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2004 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide précoce et des services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées, composé des articles 33 à 36, est abrogé.

Art. 32. Le Titre VI du même arrêté, composé de l'article 71, est abrogé.

Section 11. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale

Art. 33. Les 4^o et 5^o de l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 novembre 1996 portant exécution du décret du 4 avril 1996 organisant l'agrément et le subventionnement des services de santé mentale sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 4^o "Administration" : la Direction générale opérationnelle 5 : Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé;

5^o "Commission" : la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution; ».

Art. 34. A l'article 4 du même arrêté, les mots "du Conseil" sont remplacés par les mots "de la Commission".

Art. 35. L'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 12, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans les deux mois de la réception de la demande complète et régulière, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 36. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Les décisions de refus, de retrait ou de non renouvellement d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 37. L'article 21 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 21. Lorsque l'administration constate qu'un service de santé mentale agréé ne respecte pas les dispositions du décret ou de ses arrêtés d'exécution, elle en informe le Ministre qui peut soit décider du retrait de l'agrément après avoir recueilli l'avis de la Commission, soit décider de réduire ou suspendre les subventions prévues par l'article 26 du décret.

La décision indique notamment sa date de prise d'effet, sa durée et, s'il s'agit d'une réduction des subventions, son montant.

Les décisions de réduction ou de suspension de subvention sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 38. La section 12 du Chapitre II, composée des articles 22 à 25, du même arrêté est abrogée.

Art. 39. A l'article 26 du même arrêté, les mots "du Conseil" sont remplacés par les mots "de la Commission".

Art. 40. L'article 33 du même arrêté est abrogé.

Art. 41. L'article 34 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art 34. Dans les deux mois de la réception de la demande complète, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 42. L'article 35 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 35. Les décisions d'octroi ou de refus d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 43. L'article 37 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 37. En cas d'inobservation des termes de la convention visée à l'article 9, 3^e alinéa, du décret du 4 avril 1996, l'agrément peut être retiré sur avis de la Commission.

En cas de retrait de l'agrément, l'organisme reçoit la proposition de décision formulée par l'administration.

Il dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses arguments par écrit auprès de l'administration.

A l'expiration de ce délai, il est entendu par le fonctionnaire dirigeant de l'administration ou son délégué qui communique un rapport complet à la Commission, dans un délai d'un mois à dater de l'audition. »

Section 12. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Art. 44. Le 1^{er} alinéa de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le retrait d'agrément est décidé par le Ministre après avis de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visée à l'article 59 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution lorsqu'il est constaté que le centre ne respecte pas les dispositions du décret ou celles prises en vertu de celui-ci, ou lorsque le Centre ne remplit pas de manière suffisante les missions qui lui sont dévolues. »

Art. 45. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 46. A l'article 11 du même arrêté, les mots "visées aux articles 7, 9 et 10" sont abrogés.

Art. 47. A l'article 13 du même arrêté, les mots "après avis du Comité d'accompagnement" sont supprimés.

Art. 48. L'article 15 du même arrêté est complété par la disposition suivante :

« L'administration met à la disposition de la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère visée à l'article 59 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution toutes les informations utiles à l'accomplissement de ses missions.

La Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère remet un avis sur le rapport au Gouvernement wallon visé par l'article 4 du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère. »

Art. 49. Le Chapitre III du même arrêté, composé des articles 17 à 21, est abrogé.

Section 13. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Art. 50. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, les mots "et portant création du Conseil wallon du troisième âge" sont supprimés.

Art. 51. Les deux premiers alinéas de l'article 8 du même arrêté sont remplacés par la disposition suivante :

« L'administration instruit la demande et communique le dossier complet accompagné de ses observations à la Commission wallonne des aînés, visée à l'article 63 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, dans un délai de trois mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

La Commission wallonne des aînés transmet son avis au Ministre, lequel statue dans le mois. »

Art. 52. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Lorsque l'administration notifie une décision de refus d'accord de principe au gestionnaire, elle l'informe également des modalités de recours prévues par les articles 65 et suivants du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »

Art. 53. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 54. A l'article 19 du même arrêté, les mots "Conseil wallon du troisième âge" sont remplacés par les mots "Commission wallonne des aînés, visée à l'article 63 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 55. L'article 20 du même arrêté est abrogé.

Art. 56. Le § 4 de l'article 21bis du même arrêté est abrogé.

Art. 57. L'article 23 du même arrêté est abrogé.

Art. 58. Le Chapitre XIIIbis du même arrêté, composé de l'article 34, est abrogé.

Section 14. — Modifications de l'arrêté du 18 juin 1998 portant exécution du décret du 18 juillet 1997 relatif aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale

Art. 59. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Si la demande que l'administration instruit n'est pas accompagnée de tous les documents et données visés à l'article 11, le demandeur en est avisé endéans le mois. A défaut d'avis dans ce délai, la demande est considérée comme complète et régulière.

Dans le mois de la réception de la demande complète et régulière, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision. »

Art. 60. Le dernier alinéa de l'article 13 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Les modalités fixées à l'article 12 sont également applicables à la demande de renouvellement d'agrément. »

Art. 61. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 62. Le dernier alinéa de l'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La décision est prise dans les deux mois à dater de la réception de l'avis de la commission wallonne de la famille visée à l'article 55 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, et elle indique notamment sa date de prise d'effet, sa durée et, s'il s'agit d'une réduction des subventions, son montant. »

Art. 63. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La décision de révision, de suspension, de refus, de retrait ou de non renouvellement d'agrément est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 64. L'alinéa 2 de l'article 19 du même arrêté est abrogé.

Art. 65. L'alinéa 2 du § 3 de l'article 20 du même arrêté est abrogé.

Art. 66. La section 12 du Chapitre II du même arrêté, composée de l'article 25, est abrogée.

Section 15. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables

Art. 67. Le 4^o de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2001 portant exécution du décret du 18 juillet 2001 relatif à l'aide sociale aux justiciables est abrogé.

Art. 68. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 69. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de la proposition de décision de l'administration.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 70. Le deuxième alinéa de l'article 8 du même arrêté est abrogé.

Art. 71. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Le Ministre transmet à la Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, pour avis, sa proposition de retrait accompagnée des observations du service dans le mois suivant la réception de celles-ci ou suivant l'écoulement du délai visé à l'article 9, 2^e alinéa. »

Art. 72. L'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 73. La section 3 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 13 et 14, est abrogée.

Art. 74. L'alinéa 5 du § 3 de l'article 21 du même arrêté est abrogé.

Art. 75. Le Chapitre V du même arrêté, composé des articles 31 à 34, est abrogé.

Section 16. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile

Art. 76. Le 4^o de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 relatif à l'agrément spécial des maisons de repos et de soins, des centres de soins de jour pour personnes âgées, des maisons de soins psychiatriques et des services intégrés de soins à domicile est abrogé.

Art. 77. Le § 1^{er} de l'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Au cas où il est satisfait aux exigences de recevabilité énumérées à l'article 5 et à l'article 4, l'agrément spécial provisoire est accordé à l'établissement.

Le Ministre peut également solliciter l'avis de la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté.

Dans ces cas, le dossier est transmis concomitamment au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès de la Commission wallonne de la Santé.

Le Ministre fait part de sa décision dans les trois mois qui suivent la réception du dossier complet de demande d'agrément spécial. »

Art. 78. Le deuxième alinéa de l'article 8 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'avis est transmis pour avis à la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté.

Dans ces cas, le dossier est transmis concomitamment au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès de la Commission wallonne de la Santé. »

Art. 79. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le Ministre statue dans un délai de trois mois pour les institutions visées à l'article 2, 1^o et 2^o, du présent arrêté. Il statue dans les trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par la Commission wallonne de la Santé pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté. »

Art. 80. Les deux derniers alinéas de l'article 12 du même arrêté sont remplacés par les alinéas suivants :

« Pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté, l'avis est transmis à la Commission wallonne de la Santé visée par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution pour avis et au demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations auprès de la Commission wallonne de la Santé.

Le Ministre statue dans un délai de trois mois pour les institutions visées à l'article 2, 1^o et 2^o, du présent arrêté. Il statue dans les trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par la Commission wallonne de la Santé pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o du présent arrêté. La prorogation est octroyée pour une période déterminée renouvelable ou pour une durée indéterminée. »

Art. 81. L'article 16 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 16. Lorsque l'administration formule une proposition de suspension ou de retrait, elle notifie cette proposition ainsi que les motifs invoqués au gestionnaire de l'établissement de soins en l'informant qu'il dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la notification pour consulter son dossier et faire valoir ses observations écrites.

L'administration complète le dossier par les observations écrites du gestionnaire et par le procès-verbal d'audition du gestionnaire.

A cette fin, elle convoque le gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

L'administration rédige un rapport et, pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté, transmet, dans les quinze jours, pour avis à la Commission wallonne de la santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès-verbal d'audition.

L'administration communique également sa proposition aux bourgmestres concernés.

Le Ministre décide de la suspension ou du retrait dans un délai de trois mois à dater du jour où le rapport de l'administration est rendu pour les institutions visées à l'article 2, 1^o et 2^o, du présent arrêté ou dans les trois mois à dater du jour où l'avis est rendu par la Commission wallonne de la Santé pour les institutions visées à l'article 2, 3^o et 4^o, du présent arrêté. »

Art. 82. Le Chapitre VI du même arrêté, composé de l'article 24, est abrogé.

Section 17. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes

Art. 83. Les 6° de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes est abrogé.

Art. 84. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 7. L'administration transmet le dossier, accompagné du rapport de synthèse qu'elle rédige et d'une proposition de décision au Ministre au plus tard dans les deux mois de la réception des documents visés à l'article 6, § 2. »

Art. 85. A l'article 8 du même arrêté, les mots "de l'avis de la Commission" sont remplacés par les mots "de la proposition de décision de l'administration".

Art. 86. L'article 9 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. La demande de renouvellement de l'agrément provisoire est introduite, sous pli recommandé à la poste, auprès de l'administration trois mois au moins avant l'expiration de l'agrément provisoire en cours.

Elle contient :

1° la décision du comité de pilotage relative à l'introduction de la demande de renouvellement de l'agrément provisoire;

2° une note de synthèse relative aux évolutions intervenues au sein du réseau depuis la date d'octroi de l'agrément provisoire.

L'administration instruit la demande, rédige un rapport de synthèse et une proposition de décision au plus tard dans le mois de la réception de la demande.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 87. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. L'administration transmet le dossier de demande du service, accompagné du rapport de synthèse et d'une proposition de décision qu'elle rédige, au Ministre. »

Art. 88. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 15. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 89. A l'article 18 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 90. Le Chapitre VI du même arrêté, composé des articles 20 et 21, est abrogé.

Art. 91. A l'article 22 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 92. A l'article 23 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la Santé visée à l'article 53 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 93. Le Chapitre XI du même arrêté, composé des articles 32 à 38, est abrogé.

Section 18. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux

Art. 94. L'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des relais sociaux est abrogé.

Section 19. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale

Art. 95. Le 5° de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services d'insertion sociale est abrogé.

Art. 96. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 97. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois à partir de la réception de la proposition de décision de l'administration.

La décision est notifiée au service par lettre recommandée à la poste. »

Art. 98. A l'article 9 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 99. L'article 10 du même arrêté est abrogé.

Art. 100. A l'article 11 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 101. La Section 3 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 12 et 13, est abrogée.

Art. 102. L'alinéa 2 de l'article 25 du même arrêté est remplacé par l'alinéa suivant :

« Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut, après avis ou sur proposition de la Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution, définir un plan d'actions annuel ou pluriannuel établissant des problématiques prioritaires. »

Art. 103. Le Chapitre VIII du même arrêté, composée des articles 29 à 31, est abrogé.

Section 20. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales

Art. 104. Le 5° de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif à l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficultés sociales est abrogé.

Art. 105. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 106. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Dans le mois de la réception de la demande complète, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 107. A l'article 11 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 108. L'article 12 du même arrêté est abrogé.

Art. 109. A l'article 13 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de l'action sociale visée à l'article 57 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 110. La section 4 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 14 et 15, est abrogée.

Art. 111. L'article 56 du même arrêté est abrogé.

Art. 112. L'article 59 du même arrêté est abrogé.

Art. 113. Le Chapitre XI du même arrêté, composé des articles 61 à 64, est abrogé.

Section 21. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire

Art. 114. Le Chapitre V de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2005 portant application du décret du 29 avril 2004 relatif à l'organisation du transport médico-sanitaire, composé de l'article 20, est abrogé.

Section 22. — Modifications de l'arrêté du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres"

Art. 115. Le 4° de l'article 2 de l'arrêté du 28 juillet 2004 portant exécution du décret du 27 mai 2004 relatif à l'agrément et au subventionnement des services "Espaces-Rencontres" est abrogé.

Art. 116. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 117. L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Dans le mois de la réception de la demande complète, l'administration établit un rapport sur le dossier.

L'administration communique le dossier et son rapport accompagné d'une proposition de décision au Ministre qui statue sur la demande d'agrément dans les deux mois à dater de la proposition de décision.

La décision est notifiée au demandeur par lettre recommandée à la poste. »

Art. 118. A l'article 8, deuxième alinéa du même arrêté, la dernière phrase est abrogée.

Art. 119. A l'article 10 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la famille visée à l'article 55 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 120. L'article 11 du même arrêté est abrogé.

Art. 121. A l'article 12 du même arrêté, le mot "Commission" est remplacé par les mots "Commission wallonne de la famille visée à l'article 55 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution".

Art. 122. La section 3 du Chapitre II du même arrêté, composée des articles 13 et 14, est abrogée.

Art. 123. L'article 27 du même arrêté est abrogé.

Art. 124. Le Chapitre VI du même arrêté, composé des articles 32 et 33, est abrogé.

Section 23. — Modifications de l'arrêté du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées

Art. 125. Les articles 39 et 40 de l'arrêté du 11 septembre 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services organisant des activités pour personnes handicapées sont abrogés.

Section 24. — Modifications de l'arrêté du 29 janvier 2009 portant exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées

Art. 126. Les alinéas 3, 4 et 5 de l'article 4 de l'arrêté du 29 janvier 2009 portant exécution du décret du 3 juillet 2008 relatif à la lutte contre la maltraitance des personnes âgées sont abrogés.

CHAPITRE V. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes

Art. 127. Le deuxième alinéa de l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes est abrogé.

Art. 128. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le Conseil rassemble toutes les informations nécessaires. »

Art. 129. Les alinéas 3 et 4 de l'article 6 sont abrogés.

Art. 130. L'article 9 du même arrêté, tel que modifié par l'arrêté du 17 avril 2008, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Le Conseil transmet ses avis et recommandations au Gouvernement wallon. »

Art. 131. L'article 10 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 10. Les règles de fonctionnement du Conseil sont visées au § 1^{er} de l'article 3 du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution. »

CHAPITRE VI. — *Dispositions diverses, finales et transitoires*

Art. 132. Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 juin 2000 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres du comité d'accompagnement des centres de planning et de consultation familiale et conjugale;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2001 portant fixation du montant des indemnités et jetons de présence alloués au président et aux membres de la Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et de services à domicile;

3° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2001 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

4° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

5° l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2008 portant prorogation des mandats du président et des membres du Conseil consultatif wallon des Personnes handicapées;

6° l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des Centres d'accueil pour adultes;

7° l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 avril 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables ;

8° l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 février 2002 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée et de fonctionnement de cette commission;

9° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des associations de santé intégrée;

10° l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 janvier 2003 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil régional des services de santé mentale;

11° l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative en matière d'assuétudes;

12° l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juin 2004 approuvant le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale;

13° l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2004 relatif au Forum wallon de l'insertion sociale;

14° l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 1999 établissant le règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du troisième âge;

15° l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 septembre 2003 établissant le règlement d'ordre intérieur du Conseil wallon du troisième âge.

Art. 133. Les demandes d'avis introduites et non traitées avant l'installation du Conseil et des Commissions visées par le décret sont toutes examinées sur base du présent arrêté. Les délais visés à l'article 3, § 1^{er}, 10°, du décret commencent à courir à la date de ladite installation.

Art. 134. § 1^{er}. Les articles 2 et 3 du décret, en ce qu'ils s'appliquent au Conseil wallon de l'action sociale et de la santé, à la Commission wallonne de la santé, à la Commission wallonne de la famille, à la Commission wallonne de l'action sociale, à la Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, à la Commission wallonne des personnes handicapées, à la Commission wallonne des aînés et à la Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé et les articles 36 à 136 du décret entrent en vigueur le 1^{er} mai 2009.

§ 2. Le présent arrêté entre en vigueur :

1° le Chapitre V du présent arrêté, dès le renouvellement des membres du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes;

2° pour l'article 132, dès l'installation des commissions visées par le décret;

3° toutes les autres dispositions, le 1^{er} mai 2009.

§ 3. Toutefois, par dérogation aux §§ 1^{er} et 2, les organes consultatifs actifs avant l'entrée en vigueur du décret et du présent arrêté poursuivent leurs missions jusqu'à l'installation du Conseil et des commissions visées par le décret.

Art. 135. Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des chances,

D. DONFUT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1522

[2009/201871]

16 APRIL 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de krachtens artikel 138 van de Grondwet geregelde aangelegenheden inzake sociale actie en gezondheid

De Waalse Regering,

Gelet op het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 36 tot 137;

Gelet op artikel 10 van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

Gelet op artikel 4 van het decreet van 29 maart 1993 betreffende de erkenning en de toekenning van toelagen aan geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

Gelet op artikel 11bis, § 2, van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op artikel 14, tweede lid, van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op de artikelen 9, 25 en 31 van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

Gelet op de artikelen 10 en 13 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op de artikelen 4, § 2, en 6 van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden;

Gelet op de artikelen 24 en 31 van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

Gelet op artikel 10 van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen;

Gelet op artikel 5 van het decreet van 13 juni 2002 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen;

Gelet op de artikelen 9 en 15, § 1, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de sociale insluiting;

Gelet op artikel 8 van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen;

Gelet op de artikelen 13 en 14 van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen;

Gelet op de artikelen 8 en 15 van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten);

Gelet op het besluit van 10 juli 2003 tot oprichting van een "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 november 2008;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de centra voor teleonthaal voor personen in psychologische crisistoestand, gewijzigd bij het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 20 maart 1991 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 13 december 2001 en 22 januari 2004;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, gewijzigd bij de besluiten van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 24 december 1990 en 13 juli 1992 en bij de besluiten van de Waalse Regering van 6 april 1995, 25 april 1996, 23 juli 1998, 17 december 1998, 8 april 2000, 19 juli 2001, 3 december 2001, 29 januari 2004, 22 april 2004, 15 april 2005, 9 maart 2006, 13 juli 2006, 24 mei 2007, 22 november 2007 en 26 juni 2008;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdienstverlening;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 8 november 2000;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 23 mei 2001 en 22 april 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 april 2004, 28 september 2006, 1 maart en 21 juni 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 september 2006, 1 maart en 1 juni 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 april 1997, 4 oktober 2001, 13 december 2001 en 22 januari 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge", gewijzigd bij de besluiten van 6 mei 1999, 13 januari 2000, 18 juli 2000, 11 januari 2001, 22 maart 2001, 13 december 2001, 7 maart 2002, 4 juli 2002, 2 september 2002, 22 mei 2003, 15 januari 2004, 28 juli 2004, 22 december 2005, 7 juli 2006, 22 mei en 27 november 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 22 oktober 1998, 22 februari, 11 oktober, 8 november en 13 december 2001, 9 oktober 2003 en 23 december 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van het decreet van 18 april 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 2 mei 2002, 22 april 2004, 22 november 2007 en 5 februari 2009;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juni 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2008;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot toepassing van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres";

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 december 2008;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 12 december 2008;

Gelet op de adviezen uitgebracht door de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), de "Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes" (Waalse raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen), de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge raad van de Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), de "Commission d'agrément des Centres de coordination de soins et de services à domicile" (Erkenningscommissie voor de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten), de "Commission consultative wallonne des services Espaces-Rencontres" (Waalse adviescommissie voor de diensten "Ontmoetingsruimten"), de "Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables" (Waalse adviescommissie voor sociale hulpverlening aan de rechtsonderhorigen), het "Comité d'accompagnement des Centres régionaux pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Comité voor de begeleiding van de regionale centra voor de integratie van buitenlandse personen of personen van buitenlandse herkomst), de "Commission d'agrément et d'avis des services d'insertion sociale" (Erkennings- en adviescommissie voor de sociale insluitingsdiensten), het "Comité d'accompagnement des Centres de planning et de consultation familiale et conjugale" (Begeleidingscomité voor de centra voor gezins- en levensvragen), het "Comité d'accompagnement des Centres de télé-accueil" (Begeleidingscomité voor de teleonthaalcentra), de "Conseil régional des Services de santé mentale" (Regionale raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg), de "Conseil wallon des établissements de soins" (Waalse raad van de zorginrichtingen), de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd), de "Commission consultative en matière d'assuétudes" (Adviescommissie inzake verslavingen), de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen), de "Commission d'agrément des associations de santé intégrée" (Erkenningscommissie voor de geïntegreerde gezondheidsverenigingen) en de "Commission d'agrément et d'avis des centres d'accueil pour adultes" (Erkennings- en adviescommissie voor de onthaalcentra voor volwassenen);

Gelet op het verzoek om adviesverlening dat op 12 december 2008 aan het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" (Waal agentschap voor de integratie van gehandicapte personen) is gericht overeenkomstig artikel 35 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Overwegende dat geen advies is uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn;

Gelet op artikel 35 van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen;

Gelet op het advies nr. 49.110/4 van de Raad van State, gegeven op 3 april 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit besluit regelt krachtens artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o decreet : het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet;

2^o Raad : de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid) bedoeld in artikel 37 van het decreet;

3^o Minister : de Minister bevoegd voor Gezondheid en Sociale Actie.

HOOFDSTUK II. — *Samenstelling van de vaste commissies**Afdeling 1. — "Commission wallonne de la santé" (Waalse Gezondheidscommissie)*

Art. 3. Overeenkomstig de artikelen 46 en 54 van het decreet is de "Commission wallonne de la santé" samengesteld uit 25 leden, met name :

1° drie op het vlak van de geestelijke gezondheidszorg actieve vertegenwoordigers van de inrichtende machten en geneesheren-psychiaters van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg, billijk verdeeld onder de verschillende sectoren overeenkomstig artikel 46, 2°, van het decreet;

2° twee vertegenwoordigers betrokken bij het onthaal, de ambulante en/of residentiële hulpverlening of opvolging van personen die aan een verslaving lijden, van wie één voorgedragen door een federatie;

3° één vertegenwoordiger van een "Relais santé" actief op het grondgebied van het Waalse Gewest;

4° één vertegenwoordiger van de teleonthaalcentra voor personen die in een psychologische crisistoestand verkeren;

5° twee vertegenwoordigers van de geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

6° drie vertegenwoordigers van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en -diensten, billijk verdeeld onder de verschillende sectoren overeenkomstig artikel 46, 2°, van het decreet;

7° tien personen ter vertegenwoordiging van de verzorgingsinrichtingen bedoeld in de wet op de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, gecoördineerd op 10 juli 2008, die o.a. moeten zorgen voor een evenwichtige vertegenwoordiging van de sectoren bedoeld in de artikelen 2, 3, 6, 10 en 170, met uitzondering van de rust- en verzorgingshuizen en van de dagverzorgingscentra, van genoemde wet (ziekenhuizen, psychiatrische ziekenhuizen, beschermde woningen, psychiatrische platforms en platforms voor palliatieve zorgverlening, geïntegreerde diensten voor thuiszorgverlening, psychiatrische verzorgingstehuizen);

8° twee personen ter vertegenwoordiging van de begunstigen van de diensten die het voorwerp van deze commissie zijn, voorgedragen door de organisaties van de ziekenfondsen;

9° één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties.

Afdeling 2. — Samenstelling van de "Commission wallonne de la famille" (Waalse Gezinscommissie)

Art. 4. Overeenkomstig de artikelen 46 en 56 van het decreet is de "Commission wallonne de la famille" samengesteld uit 15 leden, met name :

1° drie vertegenwoordigers actief op het vlak van "Espaces-Rencontres";

2° vier vertegenwoordigers actief inzake levens- en gezinsvragen, voorgedragen door de centrafederaties bedoeld in artikel 33 van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen;

3° vijf vertegenwoordigers actief inzake hulpverlening aan de gezinnen en bejaarde personen, met name :

a) drie vertegenwoordigers van de privé sector;

b) twee vertegenwoordigers van de openbare sector;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

5° één vertegenwoordiger van de begunstigen van de diensten en instellingen bedoeld in 1° tot 3°, voorgedragen door een representatieve federatie of vereniging van de begunstigen.

Afdeling 3. — Samenstelling van de "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie)

Art. 5. Overeenkomstig de artikelen 46 en 58 van het decreet is de "Commission wallonne l'action sociale" samengesteld uit 15 leden, met name :

1° twee vertegenwoordigers van de opvangtehuizen, gekozen op voorstel van de representatieve federaties van die sector;

2° twee personen gekozen wegens hun bijzondere bevoegdheid inzake sociale insluiting, met name :

— één maatschappelijke werker van een O.C.M.W.;

— één maatschappelijk werker van de verenigingssector;

3° twee personen voorgedragen door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", op voorstel van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Steden en Gemeenten van Wallonië) en van de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies), onder wie één vertegenwoordiger van de "Fédération des C.P.A.S." (Federatie van de O.C.M.W.'s);

4° twee vertegenwoordigers van de centra voor maatschappelijke dienstverlening, van wie één onder een nationale vereniging of een ziekenfondsfederatie ressorteert;

5° twee coördinatoren van de "relais sociaux", met name :

a) één coordinator van een "relais social" gelegen in een stad die meer dan 150.000 inwoners telt;

b) één coordinator van een "relais social" gelegen in een stad die minder dan 150.000 inwoners telt;

6° één vertegenwoordiger van de verenigingen die de minst begunstigen vertegenwoordigen, voorgedragen door het "réseau wallon de lutte contre la pauvreté" (Waal netwerk voor armoedebestrijding);

7° twee vertegenwoordigers van de erkende diensten voor sociale hulpverlening aan de rechtsonderhorigen;

8° één vertegenwoordiger van een erkend referentiecentrum of een erkende schuldbemiddelingsdienst of van het "Observatoire du Crédit et de l'Endettement" (Waarnemingsdienst inzake Krediet en Schuld);

9° één vertegenwoordiger van de representatieve werknemersorganisaties.

Afdeling 4. — Samenstelling van de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst)

Art. 6. Overeenkomstig de artikelen 46 en 60 van het decreet is de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" samengesteld uit 15 leden, met name :

1° zes leden van verenigingen die op de datum van aanwijzing van hun vertegenwoordiger sinds minstens drie jaar door het Waalse Gewest gesubsidieerd worden, met name :

a) drie vertegenwoordigers voorgedragen door de "Comités d'accompagnement des plans locaux d'intégration" (Comités voor de begeleiding van de plaatselijke integratieplannen);

b) drie vertegenwoordigers uit plaatselijke initiatieven;

2° vier vertegenwoordigers van de Waalse sociale onderhandelingspartners, aangewezen door de "Conseil économique et social de la Région wallonne", onder wie twee vertegenwoordigers van de werknemersorganisaties van de sector;

3° twee personen voorgedragen door de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne", op voorstel van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" en van de "Association des Provinces wallonnes", onder wie één vertegenwoordiger van de "Fédération des C.P.A.S.";

4° twee vertegenwoordigers van de gewestelijke integratiecentra;

5° een lid gekozen op voordracht van de Minister bevoegd voor de integratie van de vreemdelingen of de personen van buitenlandse herkomst, wegens zijn inzonderheid wetenschappelijke bekwaamheden op dat gebied.

Wat betreft de aanwijzing van de leden bedoeld in het eerste lid, 1°, zorgt de Regering voor een verscheidenheid in de vertegenwoordiging van de betrokken bevolkingsgroepen, met inachtneming van de volgende parameters :

1° het administratief statuut van de bevolkingsgroepen;

2° de aanwezigheid van nieuwe migranten;

3° de tot stand gebrachte integratieacties;

4° de territoriale bediening van het Waalse Gewest.

Afdeling 5. — Samenstelling van de "Commission wallonne des personnes handicapées"

Art. 7. Overeenkomstig de artikelen 46 en 62 van het decreet worden de vijftien leden van de "Commission wallonne des personnes handicapées" als volgt verdeeld :

1° acht leden aangewezen uit de verenigingen die erkend zijn als zijnde representatief voor de gehandicapte personen en hun gezin;

2° drie leden lid gekozen op voordracht van de Minister bevoegd voor de Integratie van de Gehandicapte Personen, wegens zijn inzonderheid wetenschappelijke bekwaamheden op het gebied van de integratie van de gehandicapte personen;

3° twee vertegenwoordigers van de beheerders van diensten voor personen die met een handicap leven;

4° twee vertegenwoordigers van de representatieve organisaties van de werknemers.

Afdeling 6. — Samenstelling van de "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen)

Art. 8. Overeenkomstig de artikelen 46 en 64 van het decreet worden de vijftien leden van de "Commission wallonne des aînés" als volgt verdeeld :

1° zes leden, evenwichtig gekozen uit de verschillende sectoren overeenkomstig artikel 46, 2°, van het decreet, voor hun kennis van het beleid van de derde leeftijd of voor hun sociale, medische of culturele inzet ten gunste van de bejaarden, met uitsluiting van elke beheerder of directeur van een van een rustoord, serviceflat of dagcentrum :

a) één vertegenwoordigt een organisatie ter behartiging van de belangen van de bewoners;

b) twee vertegenwoordigen de representatieve organisaties van de werknemers uit de sector;

c) één vertegenwoordigt de centra voor de coördinatie van thuiszorg en thuisdienstverlening;

b) drie leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve bejaardenorganisaties;

3° twee leden gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de ziekenfondsorganisaties;

4° vier vertegenwoordigers van de beheerders van rustoorden, serviceflats en dagcentra en van de directeurs ervan, gekozen uit dubbeltallen die voorgedragen worden door de representatieve beheerdersorganisaties, of van de directeurs van de rustoorden, evenwichtig verdeeld over de verschillende sectoren.

HOOFDSTUK III. — Overkoepelende bepalingen

Afdeling 1. — Anwezigheidsgeld

Art. 9. Het bijwonen van de vergaderingen van de Raad, van de vergaderingen van de vaste commissies bedoeld in artikel 37 van het decreet of van de vergaderingen van de adviesverlenende commissies in verband met de beroepen bedoeld in artikel 65, § 2, van het decreet, geeft recht op een aanwezigheidsgeld waarvan het bedrag als volgt vastgelegd wordt :

1° voorzitter van de raad en de voorzitters van de commissies, indien laatstgenoemden hun voorzittersmandaat uitoefenen en niet, in voorkomend geval, dat van lid van de raad : 50 euro;

2° ondervoorzitter van de raad en van de commissies, indien laatstgenoemden hun ondervoorzittersmandaat uitoefenen en niet, in voorkomend geval, dat van lid van de raad : 30 euro;

3° andere leden met uitzondering van de leden die met raadgevende stem zetelen, evenals de voorzitters en ondervoorzitters in hun kader van hun mandaat van lid van de raad : 25 euro.

Afdeling 2. — Secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", (de Vaste commissies en de Adviescommissie voor de beroepen)

Art. 10. Het secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste commissies en de Adviescommissie voor de beroepen wordt door Operationeel Directoraat-generaal 5 Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst waargenomen.

Afdeling 3. — Opvolging van de klachten

Art. 11. Overeenkomstig artikel 76, § 5, van het decreet maken Operationeel Directoraat-generaal 5 Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst, evenals het "Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées" tegen uiterlijk 30 april de verslagen inzake de klachten van het vorige kalenderjaar over aan het secretariaat van de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé", de Vaste Commissies en de Adviescommissie voor de beroepen.

Elke vaste commissie dient een advies in wat betreft de klachten die onder haar bevoegdheid vallen.

De "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" bestudeert de gezamenlijke adviezen van de vaste commissies en dient een globaal advies in over de klachten die behandeld werden tijdens het vorige kalenderjaar.

HOOFDSTUK IV. — Bepalingen tot wijziging van de huidige regelgevende bepalingen

Afdeling 1. — Wijziging in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand

Art. 12. Artikel 2*bis* van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de centra voor tele-onthaal voor personen in psychologische crisistoestand, zoals ingevoegd bij het decreet van de Waalse Regering van 22 april 2004, wordt opgeheven.

Afdeling 2. — Wijziging in het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten

Art. 13. Artikel 20*bis* van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 16 december 1988 tot regeling van de erkenning van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp en van de toekenning van toelagen aan deze diensten, zoals ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004, wordt opgeheven.

Afdeling 3. — Wijzigingen in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdienstverlening

Art. 14. Hoofdstuk I van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 26 juni 1989 tot uitvoering van het decreet van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdienstverlening, bestaande uit de artikelen 1 tot 6, wordt opgeheven.

Art. 15. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. Operationeel Directoraat-generaal 5 : Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst, Departement Gezondheid en medisch-sociale infrastructuur, inspecteert het Centrum dat een erkenningsaanvraag ingediend heeft, behandelt die aanvraag en maakt een voorstel tot beslissing over aan de Minister bevoegd voor het Gezondheidsbeleid. »

Art. 16. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 17. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 11. Na gemotiveerd advies van de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 138 van de Grondwet kan de Regering de erkenning intrekken indien het Centrum niet meer voldoet aan de bepalingen van 19 juni 1989 houdende organisatie van de erkenning en de toekenning van toelagen aan de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten. »

Afdeling 4. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen

Art. 18. Punt 3^o van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 1999 betreffende de erkenning en de evaluatie van geïntegreerde gezondheidsverenigingen alsook de aan die verenigingen toegekende toelagen wordt vervangen door volgende bepaling :

« 3^o Commissie : "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet; ».

Art. 19. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Als de door het bestuur behandelde aanvraag niet vergezeld gaat van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 4, maakt de administratie de aanvrager daarop attent binnen één maanden. Wordt daar niet binnen één maand op gewezen, dan wordt de aanvraag volledig en regelmatig geacht.

Binnen de twee maanden na ontvangst van de aanvraag stelt het bestuur een verslag over het dossier op. Die termijn wordt op vier maanden gebracht voor een eerste erkenningsaanvraag en loopt pas vanaf de dag waarop het bestuur in het bezit is van het gehele dossier.

Het bestuur maakt het dossier en het verslag erover, samen met een voorstel tot beslissing, over aan de Minister, die zich uitsprekt over de erkenningsaanvraag binnen de twee maanden te rekenen van het voorstel tot beslissing. »

Art. 20. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De beslissingen tot weigering, intrekking of verlenging van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 21. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, samengesteld uit de artikelen 10 tot 14, wordt opgeheven.

Afdeling 5. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling

Art. 22. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 1 maart 2007 tot uitvoering van het decreet van 7 juli 1994 betreffende de erkenning van instellingen voor schuldbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 23. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. De erkenning kan worden ingetrokken omdat het decreet of dit besluit niet worden nageleefd. »

Art. 24. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 32. De erkenningsaanvraag wordt bij aangetekend schrijven gericht aan de Minister, die zich uitspreekt binnen twee maanden. De erkenning wordt verleend voor een onbepaalde periode.

Indien de opdrachten toegewezen bij het decreet of de vereisten bedoeld in artikel 31 niet worden vervuld, kan de erkenning worden ingetrokken. »

Afdeling 6. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen

Art. 25. Hoofdstuk IV van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot vaststelling van het bedrag van de presentiegelden en van de vergoedingen voor reiskosten en andere kosten verleend overeenkomstig het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, wordt opgeheven.

Afdeling 7. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen

Art. 26. Hoofdstuk X van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 1996 tot uitvoering van het decreet van 6 april 1995 betreffende de integratie van gehandicapte personen, bestaande uit de artikelen 59 tot en met 62, wordt opgeheven.

Afdeling 8. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

Art. 27. Hoofdstuk II van Titel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, bestaande uit de artikelen 24 tot en met 27, wordt opgeheven.

Art. 28. Titel VI van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 56, wordt opgeheven..

Afdeling 9. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren;

Art. 29. Hoofdstuk III van Titel III van het besluit van de Waalse Regering van 19 september 2002 betreffende de integratiehulp voor gehandicapte jongeren, bestaande uit de artikelen 37 tot 40, wordt opgeheven.

Art. 30. Titel VII van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 84, wordt opgeheven.

Afdeling 10. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen

Art. 31. Hoofdstuk IV van Titel III van het besluit van 22 april 2004 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de voor gehandicapte personen bestemde diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleidingsdiensten voor volwassenen, bestaande uit de artikelen 33 tot 36, wordt opgeheven.

Art. 32. Titel VI van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 71, wordt opgeheven.

Afdeling 11. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg

Art. 33. Punten 4° en 5° van artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 7 november 1996 tot uitvoering van het decreet van 4 april 1996 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg worden vervangen door volgende bepalingen :

« 4° "Bestuur" : Operationeel Directoraat-generaal 5 : Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid;

5° "Commissie" : "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet; ».

Art. 34. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Raad" vervangen door de woorden "de Commissie".

Art. 35. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 13. Als de door het bestuur behandelde aanvraag niet vergezeld gaat van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 12, maakt de administratie de aanvrager daarop attent binnen één maand. Wordt daar niet binnen één maand op gewezen, dan wordt de aanvraag volledig en regelmatig geacht.

Binnen de twee maanden na ontvangst van de volledige en regelmatige aanvraag stelt het bestuur een verslag over het dossier op.

Het bestuur maakt het dossier en diens verslag samen met een voorstel tot beslissing over aan de Minister, die zich uitspreekt over de erkenningsaanvraag binnen de twee maanden te rekenen van het voorstel tot beslissing. »

Art. 36. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De beslissingen tot weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 37. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 21. Wanneer de Administratie vaststelt dat een erkende dienst voor geestelijke gezondheidszorg de bepalingen van het decreet of van zijn uitvoeringsbesluiten niet naleeft, verwittigt ze de Minister die kan beslissen hetzij de erkenning na advies van de Commissie in te trekken, hetzij de in artikel 26 van het decreet bedoelde toelagen te verminderen of op te schorten.

De beslissing vermeldt met name de datum van haar inwerkingtreding en haar duur en, als het om een vermindering van de toelagen gaat, het bedrag ervan.

De beslissingen tot vermindering of opschorting van de toelagen worden bij ter post aangetekende brief aan de aanvrager gezonden. »

Art. 38. Afdeling 12 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit, die de artikelen 22 tot 25 omvat, wordt opgeheven.

Art. 39. In artikel 26 van hetzelfde besluit worden de woorden "de Raad" vervangen door de woorden "de Commissie".

Art. 40. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 41. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. Binnen twee maanden na ontvangst van de volledige aanvraag maakt de administratie een verslag over het dossier op.

De administratie maakt het dossier en haar verslag samen met een voorstel tot beslissing aan de Minister over die binnen twee maanden na het voorstel tot beslissing over de erkenningsaanvraag beslist. »

Art. 42. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. De beslissingen tot weigering of intrekking van de erkenning worden bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 43. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. Bij niet inachtneming van de voorwaarden van de overeenkomst bedoeld in artikel 9, derde lid, van het decreet van 4 april 1996 kan de erkenning ingetrokken worden na advies van de Commissie.

Als de erkenning ingetrokken wordt, ontvangt de instelling het door de administratie geformuleerde voorstel van besluit.

Ze beschikt over een termijn van vijftien dagen om haar geschreven argumenten bij de administratie te laten gelden.

Na afloop van die termijn wordt ze gehoord door de leidend ambtenaar van de administratie of door diens afgevaardigde, die binnen een maand na de verhoordatum een volledig verslag overmaakt aan de Commissie. »

Afdeling 12. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

Art. 44. Het eerste lid van artikel 9 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt vervangen als volgt :

« Wanneer wordt vastgesteld dat het Centrum de bepalingen van het decreet of de krachtens het decreet genomen bepalingen niet in acht neemt, of wanneer het zijn opdrachten niet naar behoren uitvoert, trekt de Minister de erkenning in, na advies van de "Commissie wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst) bedoeld in artikel 59 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 45. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 46. In artikel 11 van hetzelfde besluit worden woorden ", waarvan sprake in de artikelen 7, 9 en 10," opgeheven.

Art. 47. In artikel 13 van hetzelfde besluit vervallen de woorden "na advies van het begeleidingscomité".

Art. 48. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De administratie stelt elke informatie die nodig is voor de vervulling van haar opdrachten ter beschikking van de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" bedoeld in artikel 59 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" brengt advies uit over het verslag aan de Waalse Regering, dat bedoeld is in artikel 4 van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst. »

Art. 49. Hoofdstuk III van hetzelfde besluit, dat de artikelen 17 tot 21 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 13. — Wijzigingen van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd)

Art. 50. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge" vervallen de woorden "en houdende oprichting van de "Conseil wallon du troisième âge".

Art. 51. De eerste twee leden van artikel 8 van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepaling :

« Het bestuur behandelt de aanvraag en deelt het volledige dossier, voorzien van zijn opmerkingen, mee aan de "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen) bedoeld in artikel 63 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet binnen een termijn van drie maanden na de indiening van de aanvraag vanaf het moment waarop ze volledig is.

De "Commission wallonne des aînés" brengt advies uit aan de Minister die binnen de maand beslist. »

Art. 52. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. Indien het bestuur aan de beheerder mededeelt dat het principieel akkoord geweigerd wordt, stelt het die beheerder ook in kennis van de modaliteiten van beroep bedoeld in de artikelen 65 en volgende van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

Art. 53. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 54. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de woorden "Conseil wallon du troisième âge" vervangen door de woorden "Commission wallonne des aînés" bedoeld in artikel 63 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 55. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 56. In artikel 21*bis* van hetzelfde besluit wordt § 4 opgeheven.

Art. 57. Artikel 23 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 58. Hoofdstuk XIII*bis* van hetzelfde besluit, dat artikel 34 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 14. — Wijzigingen van het besluit van 18 juni 1998 tot uitvoering van het decreet van 18 juli 1997 betreffende de centra voor levens- en gezinsvragen

Art. 59. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 12. Als de aanvraag die het bestuur behandelt, niet vergezeld gaat van alle documenten en gegevens bedoeld in artikel 11 wordt de aanvrager binnen één maand in kennis daarvan gesteld. Bij gebrek aan advies binnen die termijn wordt de aanvraag als volledig en regelmatig beschouwd.

Binnen één maand na ontvangst van de volledige en regelmatige aanvraag maakt het bestuur een verslag over het dossier op.

Het bestuur maakt het dossier en zijn verslag samen met een voorstel tot beslissing aan de Minister over die binnen twee maanden na het voorstel tot beslissing over de erkenningsaanvraag beslist. »

Art. 60. Het laatste lid van artikel 13 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De in artikel 12 bepaalde modaliteiten zijn ook toepasselijk op de aanvraag om hernieuwing van de erkenning. »

Art. 61. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 62. Het laatste lid van artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De beslissing wordt genomen binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de "Commission wallonne de la famille" (Waalse commissie voor het gezin) bedoeld in artikel 55 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. De datum van inwerkingtreding, de duur en, als het om een vermindering van de toelagen gaat, het bedrag ervan worden er o.a. in aangegeven. »

Art. 63. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« De beslissing tot herziening, schorsing, weigering, intrekking of niet-verlenging van de erkenning wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 64. In artikel 19 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 65. Het tweede lid van § 3 van artikel 20 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 66. Afdeling 12 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, die artikel 25 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 15. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen

Art. 67. Punt 4° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2001 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2001 betreffende de hulpverlening aan rechtsonderhorigen wordt opgeheven.

Art. 68. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 69. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingvoorstel van het bestuur.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven. »

Art. 70. Het tweede lid van artikel 8 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 71. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 10. De Minister maakt zijn voorstel tot intrekking, binnen één maand na ontvangst van bedoelde opmerkingen of volgens de afloop van de termijn bedoeld in artikel 9, tweede lid, voor advies aan de "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie) bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet over, met de opmerkingen van de dienst. »

Art. 72. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 73. Afdeling 3 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, die de artikelen 13 en 14 omvat, wordt opgeheven.

Art. 74. Het vijfde lid van § 3 van artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 75. Hoofdstuk V van hetzelfde besluit, dat de artikelen 31 tot 34 omvat, wordt opgeheven.

Afdeling 16. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging

Art. 76. Punt 4° van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 betreffende de bijzondere erkenning van de rust- en verzorgingstehuizen, dagverzorgingscentra voor bejaarden, psychiatrische verzorgingstehuizen en geïntegreerde diensten voor thuisverzorging wordt opgeheven.

Art. 77. § 1 van artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 1. De tijdelijke bijzondere erkenning wordt aan de instellingen toegekend als de voorwaarden van ontvankelijkheid bedoeld in artikel 5 en in artikel 4 vervuld zijn.

De Minister kan ook het advies inwinnen van de "Commission wallonne de la santé" (Waalse commissie voor gezondheid) bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit.

In dat geval wordt het dossier bijkomend overgemaakt aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de "Commission wallonne de la santé" voor te leggen.

De Minister spreekt zich uit binnen de drie maanden die volgen op de ontvangst van het volledige dossier van de aanvraag om bijzondere erkenning. »

Art. 78. Het tweede lid van artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Het advies wordt voor advies overgemaakt aan de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit.

In dat geval wordt het dossier tegelijk overgemaakt aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de "Commission wallonne de la santé" voor te leggen. »

Art. 79. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De Minister beslist binnen drie maanden voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2° van dit besluit.

Hij spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de "Commission wallonne de la santé" advies uitbrengt voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit. »

Art. 80. De laatste twee leden van artikel 12 van hetzelfde besluit worden vervangen door de volgende leden :

« Voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit wordt het advies voor advies overgemaakt aan de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet, en aan de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn opmerkingen aan de "Commission wallonne de la santé" voor te leggen.

De Minister beslist binnen drie maanden voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2° van dit besluit. Hij spreekt zich uit binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de "Commission wallonne de la santé" advies uitbrengt voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit. De verlenging wordt toegekend voor een verlengbare bepaalde duur of voor onbepaalde duur. »

Art. 81. Artikel 16 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 16. Als de administratie een voorstel tot opschorting of intrekking formuleert, geeft ze de beheerder van de verzorgingsinstelling kennis van dat voorstel, alsook van de ingeroepen motieven. Ze wijst hem erop dat hij vanaf de datum van ontvangst van de kennisgeving over een termijn van vijftien dagen beschikt om zijn dossier in te kijken en om zijn opmerkingen in een schrijven te laten gelden.

De administratie vult het dossier aan met de schriftelijke opmerkingen van de beheerder en met het proces-verbaal van zijn verhoor.

Daartoe roept ze de beheerder op bij ter post aangetekende brief of in een schrijven afgegeven tegen bericht van ontvangst, met opgave van de plaats en het tijdstip van het verhoor.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

De administratie stelt een verslag op en, voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit, stuurt binnen vijftien dagen het rapport voor advies naar de "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

De weigering te verschijnen of zijn verweermiddelen voor te dragen wordt in het proces-verbaal van verhoor vermeld.

De administratie deelt haar voorstel ook mee aan de betrokken burgemeesters.

De Minister doet uitspraak over de opschorting of de intrekking binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop het verslag van de administratie wordt afgegeven voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 1° en 2° van dit besluit of binnen een termijn van drie maanden, te rekenen van de datum waarop de "Commission wallonne de la santé" advies uitbrengt voor de instellingen bedoeld in artikel 2, 3° en 4° van dit besluit. »

Art. 82. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, bestaande uit artikel 24, wordt opgeheven.

Afdeling 17. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen

Art. 83. Punt 6° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, wordt opgeheven.

Art. 84. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 7. De administratie maakt het dossier samen met een door haar opgesteld samenvattend verslag en een beslissingsvoorstel aan de Minister over uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6, § 2. »

Art. 85. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de woorden "van het advies van de Commissie" vervangen door de woorden "van het beslissingsvoorstel van de administratie".

Art. 86. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 9. De aanvraag om hernieuwing van de tijdelijke erkenning wordt minstens drie maanden vóór de vervaldatum van de lopende tijdelijke erkenning bij ter post aangetekend schrijven aan de administratie gericht.

Ze bevat :

1° de beslissing van het sturingscomité in verband met de indiening van de aanvraag tot hernieuwing van de tijdelijke erkenning;

2° een samenvattend nota betreffende de evoluties die zich binnen het netwerk hebben voorgedaan sinds de datum van toekenning van de tijdelijke erkenning.

De administratie onderzoekt de aanvraag, stelt een samenvattend verslag en een beslissingsvoorstel op uiterlijk binnen de maand na ontvangst van de aanvraag.

De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingsvoorstel.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 87. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 14. De administratie maakt het aanvraagdossier van de dienst samen met een door haar opgesteld syntheseverslag en beslissingsvoorstel aan de Minister over. »

Art. 88. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingsvoorstel.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 89. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet".

Art. 90. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 20 en 21, wordt opgeheven.

Art. 91. In artikel 22 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 92. In artikel 23 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la santé" bedoeld in artikel 53 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 93. Hoofdstuk XI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 32 tot 38, wordt opgeheven.

Afdeling 18. — Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten

Art. 94. Artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de sociale contactpunten wordt opgeheven.

Afdeling 19. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting

Art. 95. Punt 5° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor sociale insluiting wordt opgeheven.

Art. 96. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 97. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. De Minister beslist over de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het beslissingsvoorstel van de administratie.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de dienst meegedeeld. »

Art. 98. In artikel 9 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie) bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 99. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 100. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale" bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 101. Afdeling 3 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 12 en 13, wordt opgeheven.

Art. 102. Het tweede lid van artikel 25 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Onverminderd het eerste lid kan de Regering na advies of op voorstel van de "Commission wallonne de l'action sociale" bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet een jaarlijks of meerjaarlijks actieplan uitwerken waarin op prioritaire vraagstukken wordt gewezen. »

Art. 103. Hoofdstuk VIII van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 29 tot 31, wordt opgeheven.

Afdeling 20. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen

Art. 104. Punt 5° van artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de opvang van, het verschaffen van een onderkomen aan en de begeleiding van in sociale moeilijkheden verkerende personen wordt opgeheven.

Art. 105. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 106. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 6. Binnen de maand na ontvangst van de volledige aanvraag, stelt de administratie een verslag op over het dossier.

De administratie deelt het dossier en haar verslag samen met een beslissingsvoorstel aan de Minister mee die over de erkenningsaanvraag beslist binnen twee maanden, te rekenen vanaf de datum van het beslissingsvoorstel.

De beslissing wordt bij ter post aangetekend schrijven aan de aanvrager meegedeeld. »

Art. 107. In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale" bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Art. 108. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 109. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de l'action sociale (Waalse commissie voor sociale actie) bedoeld in artikel 57 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 110. Afdeling 4 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, samengesteld uit de artikelen 14 en 15, wordt opgeheven.

Art. 111. Artikel 56 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 112. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 113. Hoofdstuk XI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 61 tot 64, wordt opgeheven.

Afdeling 21. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot toepassing van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer

Art. 114. Hoofdstuk V van het besluit van de Waalse Regering van 12 mei 2005 tot toepassing van het decreet van 29 april 2004 betreffende de organisatie van het medisch-sanitair vervoer, samengesteld uit artikel 20, wordt opgeheven.

Afdeling 22. — Wijzigingen in het besluit van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten)

Art. 115. Punt 4^e van artikel 2 van het besluit van 28 juli 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 mei 2004 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten "Espaces-Rencontres" (Ontmoetingsruimten) wordt opgeheven.

Art. 116. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 117. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Binnen de maand na ontvangst van de volledige aanvraag maakt het bestuur een verslag over het dossier op.

Het bestuur geeft kennis van het dossier en zijn verslag met een beslissingsvoorstel aan de Minister, die over de erkenningsaanvraag beslist binnen twee maanden vanaf het beslissingsvoorstel.

Van de beslissing wordt kennis gegeven aan de aanvrager bij ter post aangetekend schrijven. »

Art. 118. De laatste zin van artikel 8, tweede lid van hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 119. In artikel 10 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la famille (Waalse commissie voor het gezin) bedoeld in artikel 55 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 120. Artikel 11 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 121. In artikel 12 van hetzelfde besluit wordt het woord "Commissie" vervangen door de woorden "Commission wallonne de la famille (Waalse commissie voor het gezin) bedoeld in artikel 55 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie krachtens artikel 2008 van de Grondwet".

Art. 122. Afdeling 3 van Hoofdstuk II van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 13 en 14, wordt opgeheven.

Art. 123. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 124. Hoofdstuk VI van hetzelfde besluit, bestaande uit de artikelen 32 en 33, wordt opgeheven.

Afdeling 23. — Wijzigingen in het besluit van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren

Art. 125. De artikelen 39 en 40 van het besluit van 11 september 2008 betreffende de voorwaarden tot erkenning en subsidiëring van de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren, worden opgeheven.

Afdeling 24. — Wijzigingen van het besluit van 29 januari 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen

Art. 126. De leden 3, 4 en 5 van artikel 4 van het besluit van 29 januari 2009 tot uitvoering van het decreet van 3 juli 2008 betreffende de bestrijding van de mishandeling van bejaarde personen worden opgeheven.

HOOFDSTUK V. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een Waalse Raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen

Art. 127. Het tweede lid van artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een Waalse Raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen wordt opgeheven.

Art. 128. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De Raad verzamelt alle noodzakelijke gegevens. »

Art. 129. Het derde en het vierde lid van artikel 6 worden opgeheven.

Art. 130. Artikel 9 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van 17 april 2008, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. De Raad maakt zijn adviezen en aanbevelingen aan de Waalse Regering over. »

Art. 131. Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 10. De werkingsregels van de Raad worden bedoeld in § 1 van artikel 3 van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet. »

HOOFDSTUK VI. — *Overgangs-, slot- en diverse bepalingen*

Art. 132. Opgeheven worden :

1° het besluit van de Waalse Regering van 15 juni 2000 tot vaststelling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van het begeleidingscomité van de centra voor levens- en gezinsvragen;

2° het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2001 tot bepaling van het bedrag van de vergoedingen en de presentiegelden die toegekend worden aan de voorzitter en de leden van de Commissie van erkenning van de Centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

3° het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2001 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

4° het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie van erkenning van de centra voor coördinatie van thuisverzorging en thuisdiensten;

5° het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2008 tot hernieuwing van de mandaten van de voorzitter en de leden van de "Conseil consultatif wallon des personnes handicapées" (Waalse adviesraad voor gehandicapte personen);

6° het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Erkennings- en Adviescommissie van de opvangcentra voor volwassenen;

7° het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Commission consultative wallonne de l'aide sociale aux justiciables" (Waalse Adviescommissie voor hulpverlening aan rechtsonderhorigen);

8° het besluit van de Waalse Regering van 28 februari 2002 waarbij het huishoudelijk reglement en de werking van de Commissie voor de erkenning van de verenigingen voor geïntegreerde gezondheid en van de werking;

9° het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Commissie voor de erkenning van geïntegreerde gezondheidsverenigingen;

10° het besluit van de Waalse Regering van 9 januari 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Gewestelijke raad van de diensten voor geestelijke gezondheidszorg;

11° het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie inzake verslavingen;

12° het besluit van de Waalse Regering van 17 juni 2004 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Advies- en erkenningscommissie van de diensten voor sociale insluiting;

13° het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2004 betreffende het Waals Forum voor sociale insluiting;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14° september 27 tot vastlegging van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse Raad voor de derde leeftijd);

15° het besluit van de Waalse Regering van 4 september 2003 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de "Conseil wallon du troisième âge" (Waalse raad voor de derde leeftijd).

Art. 133. Alle vóór de installatie van de Raad en van de bij het decreet bedoelde Commissies ingediende en niet-behandelde verzoeken om advies worden onderzocht op basis van dit besluit. De in artikel 3, § 1, 10°, van het decreet bedoelde termijnen beginnen te lopen op de datum van bedoelde installatie.

Art. 134. § 1. De artikelen 2 en 3 van het decreet, in zoverre zij van toepassing zijn op de "Conseil wallon de l'action sociale et de la santé" (Waalse raad voor sociale actie en gezondheid), de "Commission wallonne de la santé" (Waalse commissie voor gezondheid), de "Commission wallonne de la famille" (Waalse commissie voor het gezin), de "Commission wallonne de l'action sociale" (Waalse commissie voor sociale actie), de "Commission wallonne de l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère" (Waalse commissie voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst), de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), de "Commission wallonne des aînés" (Waalse commissie voor ouderen) en de "Commission d'avis sur les recours en matière d'action sociale et de la santé" (Commissie van advies voor de beroepen inzake sociale actie en gezondheid) en de artikelen 36 tot 136 van dit decreet treden in werking op 1 mei 2009.

§ 2. Dit besluit treedt in werking :

1° Hoofdstuk V van dit besluit vanaf de hernieuwing van de leden van de Waalse Raad voor gelijkheid tussen mannen en vrouwen;

2° artikel 132 vanaf de installatie van de bij dit decreet bedoelde commissies;

3° alle andere bepalingen op 1 mei 2009.

§ 3. In afwijking van §§ 1 en 2, zetten de vóór de inwerkingtreding van het decreet en van dit besluit reeds actief adviesorganen hun opdrachten verder tot de installatie van de Raad en van de bij het decreet bedoelde commissies.

Art. 135. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT